

A COEUR

BIBLE ET POLITIQUE

(Suite de l'article paru en
mars-avril)

LES PIEGES DE LA POLITIQUE

Suite à l'article paru dans le dernier Horizons Chrétiens nous traitons à nouveau la question de l'activité politique pour le disciple de Jésus. Nous établissons comme principe de base que le disciple doit veiller à lui-même, qu'il doit être sur ses gardes afin de ne pas «chuter». Cela est vrai de n'importe quelle activité, n'importe quel aspect de la vie du disciple: travail, famille, église etc. C'est donc vrai de l'activité politique dans laquelle sont souvent concentrés les illusions, voire les erreurs, d'un monde qui veut se débrouiller sans Dieu.

OUVERT

■ LE PIEGE DU POUVOIR

Le pouvoir est un piège pour le disciple de Jésus. Le Seigneur a dit ceci: «Vous savez que les chefs des peuples les commandent en maîtres et que les grands personnages leur font subir leur pouvoir. Mais cela ne doit pas se passer ainsi parmi vous. Au contraire, si l'un de vous veut être grand, il doit être votre serviteur, et si l'un de vous veut être le premier, il doit être votre esclave: c'est ainsi que le Fils de l'homme n'est pas venu pour se faire servir, mais il est venu pour servir, et donner sa vie comme rançon pour libérer beaucoup d'hommes (Matthieu 20.25-28, Français courant).

Beaucoup d'hommes aspirent à diriger, à gouverner leurs concitoyens. Mais combien aspirent à les servir? Cf 1 Rois 12.7 et suiv. A. Soljenitsyne le dit bien lorsqu'il écrit: «Oh, qu'il est difficile de perdre le goût du pouvoir! Voilà une chose qu'il faut comprendre» (L'Archipel du Goulag, Vol I, p.393). Le disciple qui veut gouverner a donc une tâche difficile car il ne peut pas se permettre d'avoir le «goût du pouvoir».

Le disciple qui est investi d'un pouvoir politique (ou autre) peut-il se servir de ce pouvoir pour «convertir» les citoyens à ses convictions ou à son mode de vie? Je ne le pense pas, pour trois raisons: 1) **dans le domaine spirituel, les armes du chrétien doivent être celles de que Dieu donne et non celles du monde** (2 Cor 10.3-6; Ep 6.10 suiv). 2. L'Eglise du Nouveau Testament n'a été investie d'aucun pouvoir politique et doit elle-même être soumise aux autorités (ce qui n'implique pas que l'Eglise doit toujours approuver ce que font les autorités). 3. On ne parviendra jamais par la force ou les armes du monde à la conversion au sens biblique du terme, puisque devenir disciple de Jésus consiste à suivre Jésus par conviction personnelle **et surtout par amour pour le sauveur** (Cf 1 Jn 4.7-11); aucune loi au monde, aucune force, ne peut contraindre quelqu'un à aimer.

Bien entendu, cela n'implique pas que le chrétien investi d'un pouvoir politique ne puisse dire ce qu'il pense, ou partager ses convictions (1 Pierre 3.15). Cela n'implique pas non plus que le chrétien, en raison de sa position poli-

tique, doit rester «neutre» sur le plan de ce qui est bien et mal, sur le plan moral. Si la neutralité morale — prônée par tant de gens — était viable pour une société, cette dernière ne devrait faire aucune loi d'aucune sorte, elle devrait cesser de protéger les citoyens des malfaiteurs et des criminels. Le fait même qu'il existe des lois démontre que la neutralité morale est une utopie dangereuse. Le disciple investi d'un pouvoir politique ne peut «convertir» les citoyens par la force ou par des lois, mais il a, de toute façon, le devoir de légiférer ou de faire exécuter des lois (même le politicien athée à ce devoir!). Il a quand même le devoir de protéger les citoyens des marchands de la débauche et du crime.

Il est certain que les convictions du chrétien ou encore la croissance des églises peuvent avoir des répercussions socio-économiques, mais cela s'avère vrai pour toutes les convictions et pour tous les individus, pour tous les groupes vivant dans la société (la multiplication des divorces ou la propagation croissante de l'homosexualité ont aussi des répercussions sociales... chacun ayant ses convictions quant aux aspects bénéfiques ou non de ces phénomènes!)

«Beaucoup d'hommes aspirent à diriger, à gouverner leurs concitoyens. Mais combien aspirent à les servir?»

■ LE PIEGE DES PARTIS

Ce piège consiste à faire croire aux citoyens qu'ils doivent nécessairement adhérer à un parti politique existant ou à une idéologie politique existante, sans quoi ils sont des citoyens irresponsables. Est-ce que le fait d'avoir créé un parti, ou d'être membre ou dirigeant d'un parti, démontre en soi, qu'on agit en citoyen responsable? Le citoyen «responsable» n'est-il pas celui qui garde à l'esprit que dans un contexte politique donné il peut être nécessaire de se démarquer des partis politiques. Il est parfaitement possible qu'en une situation sociale et historique donnée, le parti ou les partis représentant la vie politique d'un pays soient corrompus ou peu dignes de confiance. Le citoyen (et donc le chrétien) conserve donc le droit de n'être satisfait du comportement ou des discours d'aucun parti existant, d'aucun chef de parti.

■ LE PIEGE DE LA NOTION DE MAJORITE

Il est clair que la notion de majorité est indispensable en politique. Cependant le chrétien doit se méfier du piège qui consiste à faire croire aux citoyens qu'on est dans le vrai ou qu'on agit efficacement parce qu'il se trouve qu'on a une majorité. En démocratie on doit s'incliner devant les choix ou le vote d'une majorité, mais cela ne signifie nullement que cette majorité a, de ce fait, raison. Dans certains pays des partis sont majoritaires uniquement parce que la représentation d'autres partis est interdite. Le mot «majorité» n'est donc pas nécessairement équivalent au mot «moralité».

■ LE PIEGE DES PARTIS DITS CHRETIENS

Il peut y avoir un piège, en politique, à faire appel aux grands principes tirés du christianisme ou de la Bible (sans qu'on sache ou qu'on admette que ces principes sont tirés du christianisme et de la Bible). En effet, les hommes et les femmes ne peuvent être que sensibles aux principes ou valeurs éternels de justice. Ces valeurs n'ont pas leur source chez les philosophes ou moralistes; ils ont leur source en Dieu. Ces valeurs parlent directement au cœur de l'homme et correspondent à ses aspirations les plus profondes. Les

Il est certain que les convictions du chrétien ou encore la croissance des Eglises peuvent avoir des répercussions socio-économiques ou politiques, mais cela s'avère vrai pour toutes les convictions et tous les individus, ainsi que tous les groupes dans la société...

chrétiens doivent pourtant se garder des discours qui font un appel aux valeurs chrétiennes d'une façon déformée ou superficielle. Les erreurs les plus difficiles à percevoir sont celles qu'on saupoudre d'un peu de vérité, parfois même de quelques grandes vérités bibliques.

Le mot «chrétien» est tellement employé de nos jours que peu de personnes en connaissent l'origine et le sens véritables. Il s'applique, dans l'Écriture, aux disciples de Jésus (Ac 11.26): les hommes et les femmes qui, ayant entendu l'évangile, ont cru en Jésus comme Fils de Dieu et sauveur, se sont repentis d'une vie de péché, ont été immergés dans l'eau en Son nom pour le pardon des péchés et le don de l'Esprit (Ac 2.37 suiv). D'ailleurs le mot «chrétien» n'est pas un adjectif. Ainsi le Nouveau Testament ne parle pas de l'Église comme «église chrétienne». Les chrétiens sont des personnes; ce terme ne désigne donc jamais dans l'Écriture un état,

comme le ferait un adjectif. De sorte qu'il n'est pas biblique de parler d'une nation «chrétienne», encore moins d'un parti «chrétien». A long terme il est clair qu'on ne sert pas la cause du Christ en employant le mot chrétien à tort et à travers (jusqu'à parler d'armées chrétiennes!). Le mot «chrétien» ne doit donc pas devenir un adjectif accolé au mot «parti» comme on étale un vernis sur un meuble ou comme on maquille un visage. Le christianisme biblique n'est pas du vernissage ou du maquillage. Et parce qu'elle vient de Dieu la justice requise par Jésus transcende les idéologies, les philosophies ou les systèmes politiques. Le choix pour le disciple n'est pas essentiellement entre le «capitalisme» ou le «collectivisme» mais entre la justice ou l'injustice telles qu'elles sont créées par Dieu dans sa Parole. Cette Parole, par exemple, ne décrète jamais que la pauvreté est une vertu morale ou la possession de richesses une tare morale.

Les chrétiens doivent pourtant se garder des discours qui font un appel aux valeurs chrétiennes d'une façon déformée ou superficielle.

La justice exigée de Dieu transcende les idéologies, les philosophies ou les systèmes politiques.

L'Écriture montre les vertus du partage mais ne décrète jamais la vie en communauté ou le collectivisme qui voudrait abolir par la loi et la force toutes les «injustices» sociales. D'un autre côté ceux qui possèdent, les riches, sont considérés dans l'Écriture, non comme les «propriétaires» de leurs biens, au sens absolu, mais comme des gérants dont Dieu demandera compte. Dans la Bible personne n'a l'autorisation de Dieu pour être avare ou exploiter le prochain. Dans la Bible chaque homme, chaque femme, a des comptes à rendre. La Bible ne prône jamais l'immunité morale des riches... ou des pauvres! □

YANN OPSITCH

(prochain article: POLITIQUE ET LIBERTE DE CONSCIENCE, DE CULTE ET DE PROPAGATION DE LA FOI).